

Déclaration de Revolutionärer Aufbau Schweiz sur la pandémie COVID 19

19 mars 2020

La pandémie comme crise du capitalisme

Avec la pandémie COVID 19, le capitalisme dans les métropoles économiques est à nouveau plongé dans une nouvelle crise. Le virus se moque peut-être de savoir s'il frappe les riches ou les pauvres. Cependant, il se produit dans un système qui pose cette question sans cesse : Qui a accès aux soins de santé, qui est considéré comme pertinent et digne de protection par le système, et qui sera assuré (et dans quelle mesure) dans la crise qui approche. Rarement le système a été démasqué de manière aussi flagrante en tant que société de classe et le capitalisme aussi ouvertement en tant que système dans lequel les profits sont au-dessus de tout.

Avant même l'arrivée du virus le capitalisme était tout sauf stable. Le système était déjà traversé par des crises globales. La pandémie accélère la crise économique et politique établie de longue date et la tendance à la guerre. Le virus nourrit la crise économique de surproduction de capital, les relations de pouvoir et d'exploitation impérialistes et la crise de légitimation de la forme de gouvernance démocratico-bourgeoise.

Ce que nous vivons actuellement, c'est donc une intensification massive des contradictions du capitalisme. Les processus économiques et politiques, qui auparavant se déroulaient souvent "dans notre dos", éclatent maintenant avec des conséquences dévastatrices. Ils entrent pleinement et avec force dans la conscience de beaucoup. La crise sanitaire, économique et politique changent la vie quotidienne de chacun. Et dans ces changements tout comme en période de crise, de nombreuses personnes peuvent faire l'expérience directe et subjective du pouvoir destructeur inhérent au capitalisme.

De telles situations historiques peuvent changer radicalement l'équilibre social du pouvoir. Elles peuvent soit déclencher des évolutions dans le sens de la barbarie soit dans le sens du socialisme. La gauche révolutionnaire doit faire partie de la solution et essayer d'influencer ces rapports de force.

Même si la situation est en constante évolution, nous voulons exposer quelques points de vue.

La pandémie et la crise ont un caractère de classe

Tout au long de son existence, le capitalisme a toujours utilisé les crises pour optimiser son fonctionnement. Les thérapies de choc, les programmes d'ajustement structurel et les bouleversements dans l'ordre de la production ont accompagné toutes les grandes crises des dernières décennies. Même si l'État est actuellement débordé par la situation, la crise actuelle -

comme toutes les crises précédentes - a un caractère de classe. Quelques entreprises sortiront de la crise en tant que profiteurs et les classes dominantes utiliseront certainement cette opportunité pour réduire encore le droit du travail et la sécurité sociale.

Un regard vers le Nord montre comment certaines réalisations ou certains mécanismes de protection de la classe ouvrière peuvent être facilement contournés par des plans d'urgence - sans qu'il soit possible de résister. Tout comme la Suisse, la Bavière a intensifié ses mesures contre la pandémie ces derniers jours. Elle veut notamment assouplir la loi existante sur les heures d'ouverture des magasins. L'idée derrière tout cela : Le marché et non l'État doit assurer l'approvisionnement.

Cela se fait au détriment du personnel de vente qui peut être contraint de faire des heures supplémentaires. Cela ne se passe pas seulement en Bavière, en Suisse, par exemple, le détaillant Coop a menacé ses employé.e.s de licenciement s'ils devaient rester à la maison en raison de nouvelles tâches familiales ou de soins liés à la pandémie.

Il semble probable que de telles mesures seront normalisées à long terme. Nous devons nous attendre à ce que de nombreuses mesures qui sont actuellement mises en place, le reste après la crise. Rarement auparavant de nouvelles formes de travail telles que le travail à domicile ou la numérisation de l'enseignement n'avaient été mises en œuvre de manière aussi poussée. De plus, les suppressions d'emplois à court terme sont plus facilement justifiées en cas de crise. Les mesures qui sont actuellement importantes et judicieuses pour des raisons médicales s'avèreront lucratives pour le capital après la crise. Ainsi, les interventions des gouvernements et des entreprises auront un caractère de classe : Elles intensifieront le déséquilibre de pouvoir entre le capital et le travail en accélérant la vague de numérisation, de rationalisation et de flexibilisation d'une manière qui, jusqu'à présent, n'a pas pu être imposée aux salarié.e.s.

En termes simples, la crise et les interventions de l'État ont un caractère de classe clair et visible. Par exemple lorsque le gouvernement se préoccupe davantage de la production et du profit que des vies humaines. Le caractère de classe deviendra également évident dans la question à plus long terme de savoir comment la crise et les expériences qu'elle aura entraînées seront traitées.

L'effondrement imminent du système de soins de santé résultant de la politique d'austérité

Les hôpitaux suisses réagissent à la pandémie actuelle, entre autres, en recherchant des volontaires (partiellement rémunérés). Le fait que de nombreuses personnes souhaitent se porter volontaires et soutenir le personnel soignant est l'expression du côté positif qui est évident dans presque toutes les crises. Les gens réagissent de manière solidaire aux urgences, se soutiennent mutuellement et s'organisent. Dans le cas des hôpitaux, cependant, un arrière-goût subsiste : bien sûr, il faut actuellement plus de personnel que d'habitude. Mais après des décennies de mesures d'austérité, ce n'est pas seulement dans les situations

d'urgence que le personnel fait défaut. Il ne peut y être remédié par le volontariat, quel que soit le degré de solidarité.

Ce qui est dévastateur dans la pandémie mondiale de COVID 19, ce n'est pas tant le virus, mais le système de santé qui a été privatisé et évidé au cours des dernières décennies. Les virus n'ont pas de taux de mortalité statique. Bien qu'ils soient plus ou moins dangereux pour l'homme, le danger qu'ils représentent dépend en grande partie de l'accès aux soins de santé et de la nature du système de soins. L'accès aux soins est, bien entendu, réparti de manière inégale dans une société de classes. On peut supposer que la bourgeoisie sait comment sauver sa peau malgré toute la panique. Et la nature du service de santé aujourd'hui - après des années de mesures d'austérité et de privatisation - est catastrophique dans le monde entier. Aux États-Unis, par exemple, il a fallu une forte pression populaire pour que les gens ne s'endettent pas simplement parce qu'ils veulent passer un test COVID. Le gouvernement britannique prévoit actuellement de louer 8 000 lits à des hôpitaux privés pour 2,4 millions de livres par jour, car le système national de soins de santé de l'État est inadéquat. Partout dans le monde, le système de soins de santé est confronté à des problèmes en raison du manque de fournitures et de protection du au stockage "à flux tendus". C'est bien connu, et pourtant on peut le souligner aujourd'hui plus que jamais : Le capitalisme ne s'intéresse pas à notre santé, mais seulement au profit !

Pas de transfert de la crise sur nos épaules

Les mesures gouvernementales deviennent chaque jour plus strictes. Et elles révèlent comment la bourgeoisie suisse a réussi, au cours des dernières décennies, à s'armer pour faire porter le fardeau de la crise au prolétariat. Avec le chômage partiel, le risque est déplacé du capital vers le trésor public et les salarié.e.s. Avec des contrats de travail flexibilisés et déréglementés, les entreprises peuvent actuellement se débarrasser de la main-d'œuvre et y accéder à nouveau après la crise sans aucune garantie de sécurité.

Les dernières semaines ont montré que l'État se préoccupe avant tout de maintenir la main-d'œuvre en bonne santé, et non la population. Il est clair que les interventions de l'État mettent constamment en balance le danger pour la vie humaine et le bien-être de la "vie économique". Et jusqu'à présent, les restrictions de la vie publique ne s'appliquent pas à de nombreux sites de production économique.

Cela montre clairement que les ordres de l'État ne sont pas simplement axés sur notre bien-être et qu'il n'y a pas de "bien-être général" dans le capitalisme. Ce qui compte pour l'État, c'est le bien-être du capital.

C'est pour ce bien-être que la crise se répercutera tôt ou tard sur nos épaules. Au vu de l'évolution actuelle des mesures, on peut avancer que la pression se déplacera principalement vers les couches inférieures du prolétariat et vers les secteurs du travail de soins. Cela s'intensifiera dans les mois à venir. Le mécanisme, qui à toujours été celui du capitalisme en

crise sera sans aucun doute mis en place dans la période à venir : les profits sont privatisés tandis que les pertes sont socialisées.

Il est d'autant plus important que les tentatives actuelles de la bourgeoisie de socialiser les coûts soient analysées et combattues à partir d'une position de lutte des classes. Le secteur public doit maintenant intervenir pour apporter rapidement une aide financière et un soutien au prolétariat. Mais d'une position communiste, on doit se battre pour répercuter ces coûts sur le capital, pour exproprier les riches. Des demandes comme le fonds de crise d'UNIA ou le revenu de base inconditionnel ne peuvent être faites sans l'affirmation que les capitalistes doivent payer pour cette crise.

Contre les aspirations réactionnaires

Nous devons faire preuve de solidarité, nous organiser et en même temps, veiller à ne pas tomber dans le discours de crise de l'État. Tôt ou tard, les mouvements réactionnaires voudront utiliser la pandémie à leurs propres fins. Des programmes de crise radicaux seront légitimés par la nature mondiale de la pandémie et, à un moment donné, les entreprises auront l'idée d'exiger des sacrifices salariaux volontaires. Nous serons amenés à croire qu'il faut nous intéresser avant tout à notre propre pays. Et ceux qui ne s'y conformeront pas seront tenus responsable individuellement.

Au fond, cette fausse gestion de la culpabilité individuelle et de la responsabilité collective est déjà évidente dans la mise en scène du danger imminent d'infection. Au lieu de dénoncer l'absence de précautions sanitaires ou les risques sanitaires de la production, les médias ont dès le début concentré leur blâme sur l'individu. Les médias et diverses campagnes privées mettent en garde contre le fait de quitter son domicile, car cela met les gens en danger. L'incitation à imposer le meilleur comportement possible dans une situation de crise peut être considérée comme bonne. Mais en fin de compte, ce n'est pas le comportement individuel qui de manière générale déterminera la mort et la vie, mais plutôt l'accès gratuit aux soins et aux structures de santé.

Plus les conséquences de la crise économique sont considérées comme le résultat d'un virus, plus il est probable que ceux qui le transmettent puissent être blâmés. En outre, un discours (et des pratiques étatiques) qui traite les pandémies comme quelque chose qui peut toucher tout le monde de manière égale, indépendamment de la classe sociale, tout en étant territorialement "tenu à l'écart", renforce les offres réactionnaires de résolution des crises. Il est donc d'autant plus important de politiser les conséquences actuelles de la crise, d'analyser les conséquences économiques et d'en voir le déclenchement non pas principalement dans la pandémie, mais dans le système économique donné. Il est urgent de trouver les alternatives nécessaires. Les carences du système capitaliste ont éclaté au grand jour. En effet ce système, qui produit constamment plus qu'il ne peut consommer, n'arrive pas à survivre à un mois d'arrêt de production sans se retrouver dans une situation catastrophique.

Contre les fausses accusations ! La solidarité au lieu de l'isolement

Toute crise ne comporte pas seulement des tragédies, mais aussi de beaux moments. Cela se reflète aujourd'hui dans la solidarité de la population avec les plus faibles. Des structures de solidarité auto-organisées se forment dans les agglomérations et les quartiers pour protéger les personnes en danger. Cette réaction n'est donc pas d'abord individualiste ("Chacun se bat pour soi"), mais collective. Elle ne provient pas de l'ordre de l'État de protéger ses "citoyens" et ses travailleurs.euse.s, mais de la conscience d'une solidarité concrète. Il faut éviter un discours qui présente la solidarité comme un problème au lieu de la présenter comme une partie de la solution. Dans certaines parties du débat actuel, nous sommes soudainement abordés en tant qu'individus plutôt que collectifs. Cela a un effet corrosif sur la solidarité similaire à celui de la répression contre les individus. C'est précisément dans de telles situations que nous devons maintenir la culture de la solidarité : Lorsque quelqu'un tombe malade, nous nous soutenons mutuellement. Nous ne laissons personne seul. Nous ne nous isolons pas à la maison, nous ne nous retirons pas dans l'intimité et nous n'essayons pas de résoudre les problèmes individuellement. Nous devons également lutter contre cet isolement et d'autres tendances similaires sur le plan politique, car les charges et la pression de la crise sont alors dirigées vers l'intérieur, dans l'environnement quotidien - et sous des structures patriarcales contre les femmes. C'est l'une des expériences importantes de la lutte des femmes.

Sur le plan politique, c'est également important parce que dans les semaines et les mois à venir, nous devons créer une pression croissante qui ne peut pas être simplement organisée à l'intérieur de quatre murs. Si nous voulons ralentir l'intensification du déséquilibre, en particulier là où la situation s'aggrave fortement, comme c'est le cas dans les camps de réfugiés en Grèce, nous devons trouver des moyens d'exercer une pression collective et populaire appropriée pour la situation actuelle. Les manifestations autour du 8 mars, à Zurich par exemple, ont été la bonne réponse aux mesures gouvernementales compte tenu de la situation de l'époque. L'objectif doit être de trouver des réponses comparables à l'avenir, de s'organiser et d'organiser les autres d'une manière politique protectrice mais conflictuelle.

Les crises sont suivies de batailles - préparons-nous maintenant !

Lorsque le capitalisme rencontre une crise sous une nouvelle forme, il ne doit pas nous donner ni fatalisme ni fausse joie. Il serait faux d'espérer que la colère du peuple se transforme automatiquement en résistance. La léthargie ou les tendances réactionnaires sont des réponses tout aussi probables à la situation actuelle. Il est donc d'autant plus important de s'inscrire dans la dynamique actuelle et de renforcer le côté subjectif du combat.

Des approches pratiques seront développées à cette fin et il y aura également des cycles de lutte progressives dans les mois à venir. Dans certaines parties de ce monde, comme dans la nôtre, les gens refuseront de continuer à socialiser les coûts des catastrophes pendant que les bénéfiques sont privatisés. En Italie et au Pays Basque, les premières usines sont déjà en grève. Il faut reprendre ces initiatives, les renforcer et trouver des formes de solidarité appropriées,

indépendamment du fait que l'État continue à nous vendre ses mesures sous prétexte de l'état d'urgence.

Aujourd'hui, nous sommes avant tout dans une situation sociale où la crise du capitalisme se manifeste et où la question des alternatives sociales peut être mise en avant.

Notre plus grand problème n'est pas le virus, mais le capitalisme, qui représente une menace à long terme pour nous.

Même dans la crise actuelle, notre objectif est de l'abolir. Car c'est la seule façon de nous protéger durablement et de nous assurer une bonne vie.

Le capitalisme n'a pas de problème, c'est le problème !

Pour le communisme

revolutionärer
AUFBAU

<https://www.aufbau.org/>